Editorial : Avec le SNES et la FSU pour une autre politique !

Le ton est donné à cette rentrée avec le plan de rigueur annoncé par le Premier Ministre fin août : priorité absolue à la réduction des déficits publics, poursuite de la logique de désengagement de l'État. Ces orientations continuent de prôner la logique libérale et spéculative et de protéger les marchés financiers. Elles ne feront qu'aggraver les régressions déjà à l'œuvre dans le domaine économique et social (baisse sévère du pouvoir d'achat, réformes imposées de la protection sociale et des retraites, amplification du chômage...) et imposer de nouveaux sacrifices aux salariés et aux retraités. Dans cette logique, la Fonction publique et ses personnels restent des cibles privilégiées : gel du point d'indice, destruction massive des emplois avec l'annonce de nouvelles suppressions au budget 2012, remise en cause des missions... La construction d'un mouvement interprofessionnel d'ampleur dans lequel les personnels de l'Éducation ont toute leur place à tenir, est une nécessité pour peser sur les enjeux politiques et imposer d'autres choix. La FSU et le SNES y travaillent activement, recherchant toutes les convergences avec les organisations syndicales.

Dans l'Éducation, le Ministre et le Recteur qui décidément ne vivent pas sur la même planète que le commun des personnels, considèrent que tout va pour le mieux. En témoignent les récentes déclarations du Recteur en direction des médias. Qualifiant la rentrée de *« non événement »* car elle ne pose *« aucune difficulté particulière »*, il affirme pouvoir reconduire sans problème majeur *« le même exercice pour la rentrée 2012 »*.

Pourtant les effets dévastateurs d'une politique qu'ils mettent en œuvre avec un zèle auquel n'importe quelle agence de notation attribuerait le « triple A », sont bien évidents : suppressions massives de postes (500 dans l'académie alors que les effectifs augmentent), disparition d'options et de dédoublements, conditions de stage des lauréats concours encore aggravées, baisse des recrutements et accentuation des problèmes de remplacement, conditions d'affectation et d'exercice des personnels profondément dégradées, poursuite et amplification des réformes imposées tant au lycée qu'au collège, mise en place à la hussarde du dispositif ECLAIR, remise en cause du service public d'orientation... Sous couvert d'innovation, d'excellence, de rupture avec un système qui serait sclérosé et passéiste, d'entrée dans *« la 3e révolution de l'éducation »* avec *« l'année du socle commun »*, il s'agit bien de renoncer à toute démocratisation, de briser les statuts, de bafouer les droits individuels et collectifs, de soumettre les personnels aux hiérarchies locales, d'imposer une autre conception de nos métiers, et à terme, de faire éclater le service public d'éducation.

La FSU et le SNES ne cessent de combattre – et souvent seuls ! – non seulement les choix budgétaires mais aussi et surtout le sens de cette politique éducative, suicidaires pour l'ensemble du système éducatif et l'avenir des jeunes.

Ils ont avec obstination travaillé à la construction d'une riposte unitaire au plus près de la rentrée auprès des autres organisations syndicales dont certaines étaient réticentes à toute action.

La journée unitaire de grève et de manifestation dans toute l'Éducation le 27 septembre doit être l'occasion pour tous les personnels, avec la FSU et le SNES, de faire entendre au Gouvernement, de façon massive et déterminée, l'exigence d'une autre politique. Une politique respectueuse de nos métiers, de nos qualifications et des droits des personnels. Une politique qui fasse une priorité de la réussite de tous les jeunes.

Ce sont ces mêmes exigences, celles d'un syndicalisme de combat et de transformation sociale que la FSU et le SNES porteront aussi lors des élections professionnelles d'octobre.

Tous en grève et en manifestation le 27 septembre !

Marie-Damienne Odent, Michel Vialle,

co-secrétaires généraux